



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/643
24 novembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Points 10 et 114 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Lettre datée du 23 novembre 1993, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de l'Erythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Erythrée a l'honneur d'attirer l'attention du Secrétaire général sur certaines imprécisions relevées dans ses rapports portant respectivement sur la Mission d'observation des Nations Unies chargée de la vérification du référendum en Erythrée (A/48/283) du 11 août 1993 et sur l'activité de l'Organisation (A/48/1) du 10 septembre 1993.

Je tiens à vous assurer que la Mission permanente de l'Erythrée auprès de l'Organisation des Nations Unies fait les observations suivantes en toute bonne foi à seule fin de préserver la crédibilité générale de ces rapports.

Observations concernant le document A/48/283

1. Les Erythréens ont lutté pour leur droit à l'autodétermination. A aucun moment de leur lutte, ils n'ont déclaré qu'ils se battaient pour une fédération, comme le laisse entendre la dernière phrase du paragraphe 3. Toute référence de ce genre est incorrecte.

2. Le paragraphe 5 laisse entendre que le Gouvernement provisoire de l'Erythrée nouvellement formé s'est engagé pour la première fois à organiser un référendum à la suite de la Conférence de Londres. Nous tenons à signaler que le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) qui a formé le Gouvernement provisoire avait proposé la tenue d'un référendum dès 1980.

3. Contrairement à ce que l'on peut inférer du paragraphe 30, ce ne sont pas 2 000 nationaux érythréens qui avaient manifesté la volonté de s'inscrire sur les listes électorales. Ces 2 000 personnes sont des résidents non érythréens qui avaient présenté des demandes de naturalisation en bonne et due forme dans le but d'être admis à voter lors du référendum.

4. A la troisième phrase du paragraphe 30, après les mots "reste du monde, y compris", il convient de réparer une omission en mentionnant également les pays suivants : Australie, Belgique, Canada, Côte d'Ivoire, Danemark, Egypte, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Islande, Iraq, Italie, Kenya, Nigéria, Norvège, Pays-Bas, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

5. Dans les première et deuxième phrases du paragraphe 31, il est plus réaliste de considérer que 60 à 65 % d'habitants n'ont pas l'âge de la majorité électorale et non pas "la moitié", et qu'il existe de 1,1 million à 1,3 million d'électeurs potentiels et non pas "entre 1,5 et 1,75 million". Ces chiffres sont confirmés par des données statistiques précises collectées par la Commission du référendum en Erythrée.

6. En ce qui concerne la première phrase du paragraphe 33, nous tenons à préciser que la Commission du référendum a informé l'ONUVER que le Gouvernement s'était déjà engagé à permettre à tous les prisonniers politiques et non politiques qui n'avaient pas encore été condamnés par un tribunal légalement reconnu d'exercer leur droit de vote. En conséquence, la troisième phrase n'est pas nécessaire.

7. Au paragraphe 35, le nombre de combattants cité est celui des combattants armés et ne compte pas les combattants de la liberté ayant servi à titre civil.

8. Au paragraphe 38, nous estimons qu'il y a lieu de remanier la deuxième phrase en précisant que les membres du FPLE avaient fait campagne en qualité de citoyens ordinaires et à titre individuel, et qu'ils ne représentaient pas le FPLE, ne portaient pas d'armes, se déplaçant souvent par petits groupes dans les zones rurales.

9. Au paragraphe 40, les langues citées dans la deuxième phrase doivent comprendre aussi l'afar, le kunama et le tigré, car la radio les utilise également.

10. Dans la quatrième phrase du paragraphe 64, les mots "lorsque l'Erythrée faisait partie de la Fédération éthiopienne, avant d'en devenir une province" peuvent faire penser que l'Ethiopie était un Etat fédéral. La formule "époque où l'Erythrée a été fédérée avec l'Ethiopie, avant d'en devenir une province" serait plus claire.

Observations concernant le document A/48/1

1. Il y a deux erreurs de fait dans la première phrase du paragraphe 466. Il convient de remplacer le membre de phrase "la guerre civile, à laquelle elle était en proie depuis plus de 25 ans" par "la guerre à laquelle elle était en proie depuis plus de 30 ans".

2. Il y a lieu de rappeler que la teneur de la deuxième phrase de ce paragraphe fut l'objet de longues discussions diplomatiques entre l'ONU et le Gouvernement provisoire de l'Erythrée. Compte tenu des lettres échangées entre

/...

les autorités compétentes de l'ONU et le Gouvernement provisoire d'alors, nous sommes convaincus que le paragraphe 7 du document A/48/283, dont nous reproduisons le texte ci-après éclaire mieux ce que fait valoir la deuxième phrase :

"Dans une lettre datée du 13 décembre 1991, M. Meles Zenawi, Président du Gouvernement de transition de l'Ethiopie, a informé le Secrétaire général des décisions prises à la Conférence sur la paix et la démocratie, précisant que son gouvernement et le Gouvernement provisoire de l'Erythrée s'étaient tous deux engagés à respecter le résultat du référendum en Erythrée. Il demandait par ailleurs que l'Organisation des Nations Unies tienne un rôle actif dans la supervision du référendum afin de s'assurer qu'il se déroule en toute liberté et honnêteté. En mai 1992, le Commissaire érythréen au référendum a demandé au Secrétaire général d'envoyer une délégation de l'ONU pour observer l'ensemble du processus référendaire, qui devait commencer en juillet 1992 et se terminer en avril 1993, et vérifier que les conditions de liberté, de régularité et d'impartialité étaient bien respectées".

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 10 et 114 de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Ghirmai GHEBREMARIAM
